

RAPPORT SPÉCIAL

MISSION FAO/PAM D'ÉVALUATION DES RÉCOLTES ET DES DISPONIBILITÉS ALIMENTAIRES AU MALI, AXÉE PLUS PARTICULIÈREMENT SUR LES PERTES DUES AUX CRIQUETS PÈLERINS

21 décembre 2004

Faits saillants

- À la rédaction du présent rapport, le Gouvernement malien n'avait pas encore publié ses estimations préliminaires concernant la récolte. La FAO a établi ses estimations en se fondant sur les données historiques relatives à la production, associées à celles concernant les pertes de récolte tirées d'une enquête menée en août par le système d'alerte précoce et le Ministère de l'agriculture. Selon ces données qui ont été actualisées à la fin octobre, la production totale de céréales en 2004/05, qui devrait atteindre 2 934 000 tonnes, est en hausse de 11 pour cent par rapport à la moyenne de 1999/00 à 2003/04. Ce chiffre représente 86 pour cent du volume de production exceptionnel enregistré l'an dernier.
- Les pertes de récolte les plus importantes dues aux infestations d'acridiens et la sécheresse ont touché la production non irriguée de mil (37 000 tonnes), de niébé (3 000 tonnes) et de sorgho (9 000 tonnes). Bien que les pertes localisées soient considérables, elles n'ont pas de répercussions majeures au niveau national du fait des bons résultats enregistrés dans les grandes régions agricoles du sud.
- A l'image des cultures, l'évolution des pâturages a également été affectée par les attaques de criquets pèlerins et la pluviométrie. Les dégâts des criquets ont été assez localisés et ont porté notamment sur les ligneux et certaines spécificités d'herbacés, notamment à la frontière avec la Mauritanie. Le pourcentage de pâturage endommagé par les criquets et la sécheresse varie de 7 pour cent à Koulikoro à 18 pour cent à Gao.
- Les régions méridionales productrices de coton n'ont pas été touchées par les infestations d'acridiens et ont moins souffert de la sécheresse qu'un grand nombre de régions situées au nord du pays.
- Les disponibilités internes de céréales et les importations régulières du pays permettent de couvrir les besoins des populations. La situation alimentaire d'ensemble du pays devra par conséquent être satisfaisante en 2005.
- Toutefois, dans les zones infestées par les criquets pèlerins, les pertes de récoltes ont été importantes et la situation alimentaire des populations est déjà précaire. Des mesures d'atténuation devront être envisagées pour parer au déficit alimentaire dans ces régions.
- La situation alimentaire des ménages reste adéquate à travers le pays.

1. VUE D'ENSEMBLE

Le Mali est l'un des principaux pays du Sahel dont on savait au début 2004 qu'il était exposé à des pertes de production agricole du fait d'un accroissement potentiellement très important de la population de criquets pèlerins. Il est apparu en août qu'un grand nombre d'essaims et de bandes larvaires dévoraient la végétation le long d'une bande de la zone de cultures et de parcours située entre le quinzième et le dix-septième parallèle. Par conséquent, la FAO s'est associée au PAM et au CILSS pour aider à établir la prévision annuelle de la production agricole avant la récolte et à évaluer l'impact de l'infestation acridienne sur les cultures, l'élevage et la vulnérabilité des ménages. Un représentant de FEWS-NET s'est joint à l'équipe et a participé activement à la visite sur le terrain puis à la phase d'analyse des données.



**ORGANISATION DES NATIONS UNIES POUR L'ALIMENTATION ET L'AGRICULTURE,
ROME**



PROGRAMME ALIMENTAIRE MONDIAL, ROME

La Mission, qui était accompagnée d'un observateur de l'UE, a travaillé en collaboration avec les institutions gouvernementales maliennes chargées de suivre la campagne agricole, à savoir:

- la Cellule de planification et de la statistique (CPS)
- la Direction nationale de l'appui au monde rural (DNAMR)
- la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI)
- le Projet système d'alerte précoce (SAP)
- le Commissariat à la sécurité alimentaire (CSA)
- la Direction nationale de la météorologie (DNM)

À l'époque de la Mission, la CPS mettait la dernière main à l'analyse d'une enquête agricole détaillée qui portait sur environ 12 000 ménages dans l'ensemble du pays. Il s'agit là d'un échantillon environ six fois plus important que celui utilisé pour l'enquête annuelle effectuée habituellement et on s'attendait donc à ce que les renseignements fournis soient beaucoup plus précis que ceux obtenus ces dernières années. Toutefois, à l'époque de la rédaction du présent rapport (début novembre), les conclusions de l'enquête n'étaient pas disponibles et le Gouvernement malien n'avait pas publié ses estimations officielles concernant la production agricole de 2004/05. Par conséquent, la Mission a établi les estimations indiquées dans le présent rapport sur la base des résultats de sa propre enquête sur les pertes de récolte et d'autres rapports publiés par les institutions gouvernementales susmentionnées. Trois équipes se sont rendues sur le terrain pour interroger des ménages ruraux, les autorités locales, des techniciens participant à des opérations dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire et des ONG. Ces équipes ont couvert les régions très infestées de Mopti, Ségou et Koulikoro.

La Mission a pu obtenir les résultats suivants:

La menace acridienne, signalée dès juin dans la zone nord du pays s'est aggravée en juillet, et en août et septembre la plupart des régions au dessus du 14^{ème} parallèle ont été touchées par les infestations du criquet pèlerin.

Les pertes de récolte les plus importantes dues aux infestations d'acridiens ont touché la production non irriguée de mil (37 000 tonnes), de niébé (3 000 tonnes) et de sorgho (9 000 tonnes). Bien que les pertes de récolte soient spectaculaires et considérables au niveau local dans bon nombre des 78 communes touchées, la production céréalière nationale est principalement assurée par les zones situées plus au sud par rapport aux régions touchées et par la région de Sikasso.

En raison de la superficie et de l'importance relativement limitées des zones agricoles infestées par les acridiens, la production céréalière totale de 2004/05, qui devrait atteindre 2 934 000 tonnes, est en hausse de 11 pour cent par rapport à la moyenne de 1999/00 à 2003/04. Ce chiffre représente 86 pour cent du volume de production exceptionnel enregistré l'an dernier.

L'approvisionnement des marchés a été satisfaisant tout au long de l'année grâce aux excellentes récoltes de la campagne 2003/04. Les prix des céréales ont été en baisse importante par rapport à leurs niveaux de la campagne dernière jusqu'en septembre. Mais, dans les zones touchées par l'invasion des acridiens les prix ont commencé à augmenter dès le mois de juillet (période critique de soudure) malgré un niveau d'approvisionnement relativement bon des marchés dans ces zones.

Pour la campagne 2004/05 les disponibilités céréalières sont évaluées à 2 934 000 tonnes contre les 2 951 700 tonnes des besoins soit un besoin d'importation de 17 700 tonnes. Ceci traduit en réalité une situation d'équilibre pour le pays si les exportations sont maintenues. Le pays importe en moyenne près de 100 000 tonnes de céréales selon les statistiques du gouvernement mais en exporte également. Le risque de manque de céréales cette année est en conséquence très faible.

Les marchés devraient être bien approvisionnés. Les prix seront plus élevés que ceux de 2004 qui étaient particulièrement bas suite aux récoltes record de l'hivernage 2003, mais la situation alimentaire d'ensemble du pays devrait être satisfaisante.

Toutefois, dans les zones infestées par les criquets pèlerins, les cultures de mil et de niébé ont été pratiquement détruites. Les prix des céréales seront nettement en hausse dans ces zones et les populations disposeront de peu de ressources pour y accéder. Leur situation alimentaire sera par conséquent précaire. Des mesures d'assistance devront être envisagées d'urgence pour parer à une crise alimentaire dans ces régions.

2. CONTEXTE SOCIO-ECONOMIQUE

2.1 Population

Le Mali est un pays sahélien, enclavé situé en Afrique de l'Ouest. Il couvre une superficie de 1 241 138 km² dont près 60 pour cent est localisé en zone subsaharienne ou désertique. Sur le plan administratif, le pays compte 8 régions (Kayes, Koulikoro, Sikasso, Ségou, Mopti, Tombouctou, Gao et Kidal) plus le district de Bamako (la capitale), 42 cercles et 701 communes dont 19 urbaines.

Selon les résultats du recensement général de la population de 1998, la population du Mali est estimée à 9,8 millions d'habitants en mi-avril 1998, dont 51 pour cent de femmes et 49 pour cent d'hommes. Elle est relativement jeune; 46 pour cent ont moins de 15 ans. Avec un taux de croissance de 2,2 pour cent, les projections de la Direction nationale des statistiques et de l'informatique (DNSI) estime que le Mali comptera 11 425 000 habitants en avril 2005.

La population est essentiellement rurale (70 pour cent au moins) et vit principalement de l'agriculture, de l'élevage et de l'artisanat dont les performances sont tributaires des aléas climatiques.

Dans le rapport 2004 du Programme de développement des Nations Unies (PNUD) sur le Développement humain durable, le Mali occupe la 174^{ème} place sur 177 pays évalués.

En 1998 la pauvreté touchait près de 63,8 pour cent de la population¹ dont un tiers vit dans l'extrême pauvreté. En milieu rural, le phénomène touche 75,9 pour cent de personnes contre 30,1 pour cent en milieu urbain. L'incidence de la pauvreté varie également selon le sexe et les régions. Il touche davantage les femmes que les hommes et 5 régions sur 8 affichent un niveau de pauvreté nettement supérieur à la moyenne nationale².

Malgré les progrès enregistrés grâce à la mise en œuvre du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté adopté en mai 2002 les principaux indicateurs sociaux de développement humains durable, restent en deçà des objectifs du Millénaire.

En 2002, le taux brut de scolarisation était de 64 pour cent³ seulement et l'analphabétisme touchait encore près de 60 pour cent de la population.

Sur le plan sanitaire, 44 pour cent de la population a accès à un centre de santé situé dans un rayon de 5 km. Les taux de mortalité maternelle et infantile sont élevés avec respectivement 582 et 113,4 décès pour 100 000 naissances en 2001 et 33 pour cent des enfants âgés de moins de 5 ans souffrent de malnutrition chronique. Bien que préoccupante, la situation en matière de VIH/ Sida est relativement meilleure comparé à d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Le taux de séroprévalence est estimé à 1,7 pour cent. L'accès à l'eau potable reste limité à 61,6 pour cent de la population.

2.2 Situation économique

Suite aux multiples réformes économiques engagées par le gouvernement au cours de la dernière décennie avec l'appui de institutions de Bretton Wood et à la dévaluation du Franc CFA en janvier 1994, la situation économique du Mali s'est nettement améliorée ces dernières années. Le produit intérieur brut est passé de 785 milliards de franc CFA en 1994 à 1 183,5 milliards en 2003 soit une augmentation globale de près de 51 pour cent en 10 ans. Au cours de cette période le taux de croissance économique a été nettement supérieur à celui de la population (2,2 pour cent) sauf en 2000 où il a été de - 3,3 pour cent suite à la baisse de la production de coton. Toutefois, en 2001 la croissance a été très forte (12 pour cent) grâce aux bonnes récoltes de la campagne agricole 2001/02 et à l'augmentation de la production de l'or et de son prix sur le marché. En 2002, elle n'a été que de 3,9 pour cent seulement malgré la production record de 66 tonnes d'or à cause notamment de la forte baisse de 27 pour cent de la production de coton et de la perturbation des activités économiques au dernier trimestre de l'année suite à l'éclatement de la crise en Côte d'Ivoire. Le taux de croissance en 2003 a été de 6,1 pour cent⁴ mais, l'UEMOA prévoit une croissance plus faible en 2004 (autour de 4,8 pour cent).

¹ Sources : Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté, adopté le 29 mai 2002 par le Gouvernement du Mali.

² L'incidence de la pauvreté est 92,8 pour cent pour la région de Kidal, 78,7 pour cent pour Gao, 76,8 pour cent pour Tombouctou, 76,2 pour cent pour Mopti et 68,2 pour cent pour Ségou.

³ Les informations sur les indicateurs sociaux sont tirées de : « Mali : Poverty Reduction Strategy Paper Annual Progress Report ; IMF Country Report N° 04/182 ; June 2004 ».

⁴ Source : UEMOA, Rapport du Comité de convergence aux Ministres, 22-23 septembre 2004.

En matière d'inflation, l'évolution des prix en 2004 a été marquée par une baisse générale des prix des denrées alimentaires et un approvisionnement adéquat des marchés suite aux bonnes récoltes de la campagne agricole. Le taux d'inflation a été de -1,3 pour cent contre 5 pour cent en 2002. Les prévisions pour 2004 sont de 2,5 pour cent.

Sur le plan budgétaire l'objectif du gouvernement ces dernières années est de remplir les critères de convergence économique définis dans le cadre de la politique d'intégration de l'UEMOA à travers la maîtrise des dépenses publiques et de l'inflation, l'amélioration des recettes fiscales et une meilleure gestion de la dette publique. En 2003, le déficit budgétaire (dons exclus) a été ramené de 7,5 pour cent du PIB en 2002 à 5,1 pour cent grâce à une plus grande maîtrise des dépenses publiques et à l'amélioration des recettes fiscales.

La dette, extérieure du pays reste encore très élevée malgré les réductions consenties par les créanciers. Selon la Banque mondiale, elle atteindrait 2,8 milliards de dollars EU en 2002 soit 98,6 pour cent du produit national brut. Mais elle a été réduite de près de 29 pour cent en 2003 suite à la seconde réduction de dette consentie dans le cadre de l'initiative des Pays pauvres très endettés de la Banque mondiale. L'admission du pays pour bénéficier de cette initiative a également permis de baisser le service de la dette de 12,3 pour cent de la valeur des exportations en 2000 à 8,1 pour cent en 2001 puis à 7,2 pour cent en 2002.

Sur le plan des échanges, les exportations du pays sont essentiellement dominées par le coton et l'or et dans une moindre mesure par le bétail en direction notamment de la Côte d'Ivoire. La balance commerciale du pays a été en général déficitaire de 1996 à 2001. Mais, en 2002 et en 2003 elle a été excédentaire suite à la remontée des cours du coton sur le marché international, à l'augmentation des exportations d'or et à la croissance moins importante des importations. La valeur des exportations a augmenté de 37 pour cent en 2001 et de 20 pour cent en 2002. Elle a par contre baissé de 16 pour cent en 2003. En revanche, celle des importations a régressé d'environ 8 pour cent en 2002 et n'a augmenté que de 6 pour cent en 2003. Dans l'ensemble, le taux de couverture des importations par les exportations, a été satisfaisant tout au long de cette période (95 pour cent en moyenne de 1996 à 2003).

Dans le domaine de la monnaie, le Mali étant membre de l'UEMOA n'a pas de politique gestion monétaire propre. Le franc CFA qui est la monnaie commune de l'Union est géré par la Banque centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) pour le compte des huit Etats membres de l'Union. Le franc CFA a une parité fixe avec l'Euro (1 euro=655,957 FCFA). Son taux de change par rapport aux autres devises est donc fonction du cours de l'Euro. Le taux moyen de change du Franc CFA en 2003 était de 581,2 FCFA contre 1 dollar des Etats-Unis et de 524,6 FCFA contre 1 dollar au premier trimestre 2004 suite à l'appréciation de l'Euro face au dollar américain.

Les réserves de devises (or exclu) du pays se sont confortées ces dernières années. Elles ont passé de 337,1 millions de dollars EU en 1999 à 582,5 millions en 2002 puis 894,6 millions en 2003. Ceci ce traduit une amélioration progressive de la capacité d'importation du pays.

2.3 Le secteur agricole

L'économie du pays repose essentiellement sur le secteur agricole (agriculture et élevage) qui contribue pour plus de 75 pour cent à la valeur ajoutée du secteur primaire et pour environ 25 pour cent à 30 pour cent au PIB. Il occupe plus de 80 pour cent de la population rurale. Ce secteur est dominé par la production de céréales (mil, sorgho, maïs et riz) et de coton et l'élevage. L'élevage contribue en moyenne pour 10 pour cent au PIB et constitue la troisième source de recettes d'exportation du pays après l'or et le coton. Il est de type extensif et se pratique surtout dans le nord du pays et dans le delta du Niger.

Le Mali a un potentiel productif parmi les plus importants des pays sahéliens. Ce potentiel, estimé sur la base de la vocation et de l'utilisation des terres de 46,6 millions d'hectares⁵, dont 26 pour cent de terres agricoles, 64 pour cent de terres de pâturage, 7 pour cent de réserves de faunes et 2 pour cent de réserves forestières.

Deux systèmes de culture agro-pastoraux caractérisent la production agricole au Mali: d'une part, les systèmes de cultures pluviales, basés sur le mil et le sorgho, combinés du centre au sud du pays avec l'arachide, le maïs, le coton et les cultures secondaires telles le niébé et le fonio. D'autre part, les systèmes de cultures irriguées localisés dans les bassins fluviaux et les vallées des cours d'eau importants (Bani et Niger), qui s'appuient fondamentalement sur le riz, le maraîchage et dans une moindre mesure, sur le

⁵ Source : Stratégie nationale de sécurité alimentaire. 2002

sorgho de décrue et le blé en zone nord. Des systèmes d'élevage de type pastoral en zone nord, transhumant et sédentaire en zones centre et sud complètent les systèmes de production du pays.

Les techniques de production sont de type traditionnel, marquées par une faible exploitation du cheptel, une faible utilisation des intrants et de l'équipement et ne permettent pas l'expression de toutes les potentialités agricoles et pastorales (excepté en zone cotonnière, et rizicole avec maîtrise totale de l'eau). L'agriculture en zones péri-urbaines de plus en plus intensives permet le développement de spéculations spécifiques fortement liées au marché (arboriculture fruitière, maraîchage, élevage de volaille, embouche de petits ruminants).

La production céréalière brute a connu une nette progression entre 1987 et 2003 (1,64 million de tonnes et 3,41 millions de tonnes respectivement). Cette progression est due essentiellement à la production de riz irrigué de l'Office du Niger qui est passée de 237 000 tonnes en 1987/88 à 938 220 tonnes en 2003/04 en raison de la réhabilitation et la réorganisation de la gestion des infrastructures d'irrigation de l'Office du Niger. La production des céréales sèches (mil, maïs, sorgho) a plutôt stagné pendant la même période. Ces céréales qui constituent la base de l'alimentation des populations rurales des zones agropastorales de l'ouest, du sud et du centre, sont les plus sensibles à la pluviométrie, à la qualité des sols et aux autres facteurs et conditions de production comme les ravageurs et ennemis (criquet pèlerin). Les régions de Sikasso et de Ségou contribuent pour 60 pour cent à la valeur moyenne totale des productions de coton et de céréales, comme le montre le tableau 1.

Tableau 1. Parts moyennes dans la valeur de la production de céréales et de coton par région (1990-98)

Indicateur/Région	Kayes	Koulikoro	Sikasso	Ségou	Mopti	Tombouctou	Gao
Part dans la valeur totale produite (%)	6	15	28	33	12	5	1
Part dans la population rurale totale (%)	15	18	17	18	17	9	4

Source: Tefft, James, Christopher Penders, Valerie Kelly, John M. Staatz, Mbaye Yade, and Victoria Wise. 2000. Linkages between Agricultural Growth and Improved Child Nutrition in Mali. 2000. International Development Working Paper # 79, Michigan State University Food Security Project, 50 pp. (CDIE reference PN-ACM-467).

Calculs à partir des données de la DSNi et des prix régionaux moyens relevés sur les marchés ruraux.

3. PRODUCTION ALIMENTAIRE EN 2004

3.1 Généralités

Étant donné qu'à l'époque de la rédaction du présent rapport, le Gouvernement malien n'avait pas publié ses estimations préliminaires concernant la récolte, la Mission a établi ses estimations en se fondant sur les données historiques relatives à la production, associées à celles concernant les pertes de récolte tirées d'une enquête menée en août par le système d'alerte précoce et le Ministère de l'agriculture. Ces données, actualisées à la fin octobre, sont présentées ici tant à titre d'indication de la superficie et la production touchées par la sécheresse et les acridiens qu'à titre de comparaison avec les données historiques, aux fins d'établir une estimation de la production agricole 2004/05.

Les criquets pèlerins

La situation phytosanitaire a été très préoccupante cette année du fait de l'invasion du criquet pèlerin. Elle a évolué de la façon suivante :

En avril et mai 2004, l'Unité nationale de lutte contre le criquet pèlerin a enregistré plusieurs signalisations surtout dans la région de Kidal et dans le nord de celles de Gao et Tombouctou. Au cours du mois de juin, la situation phytosanitaire a été caractérisée par une grave menace de criquets pèlerins, dont la présence a été signalée dans certaines localités de Kidal. Des missions de prospections dans l'Adrar des Iforas ont eu lieu en vue de faire face à cette situation.

En juillet, on a observé la présence de criquets pèlerins dans la majeure partie de la région de Kidal principalement dans les secteurs d'Aguel-Hok, Afalaoulaou, Edjerer et le secteur de Tessik avec une densité de 30 individus/m² au sol. Des essaims ont été également observés à Badji-haoussa et dans plusieurs villages du cercle de Nioro du Sahel en provenance de la Mauritanie, mais sans dégâts majeurs sur la végétation. On a noté également une accentuation de la descente des essaims de criquet pèlerin au nord et nord-ouest dans des zones de production du pays.

Au cours du mois d'août la situation a évolué de façon graduelle par l'entrée des essaims du nord-ouest de l'Afrique, le regroupement des autochtones et les éclosions de larves.

A la date du 31 août 2004, le tiers des superficies prospectées était infesté et 20 pour cent avaient été traités. En fin août des superficies déjà traitées avaient été ré-infestées, notamment à Nara, N'Gouma (Douentza) et à Niafunké.

En septembre, la situation acridienne est restée préoccupante dans le nord des régions de Kayes, Koulikoro et Ségou. Elle demeurait très inquiétante dans la région de Mopti précisément dans les cercles de Douentza, Ténenkou et Youwarou avec la présence massive de jeunes ailés et de larves de 5ème stade. Dans la région de Tombouctou, la situation se caractérisait par la présence de jeunes ailés et de larves de 4ème et 5ème stades dans les cercles de la région. La région de Gao restait sous forte pression acridienne à travers les cercles de Gao, Ansongo, Bourem et Ménaka où des essaims de jeunes ailés et de larves de tous les stades étaient observés avec des dégâts relativement importants par endroits sur les cultures pluviales et les pâturages. Dans la région de Kidal, malgré l'accalmie, de faibles populations d'ailés restaient visibles dans les sites. Durant toute la période de crise, les attaques ont porté tant sur la végétation spontanée (surtout aérienne) que sur les cultures. A partir de la fin de la seconde décennie de septembre 2004, les dégâts les plus importants causés sur les cultures ont été enregistrés dans les cercles de Kayes, Yélimané, Nioro, Diéma (Kayes), Nara (Koulikoro), Niono (Ségou), Ténenkou, Youwarou et Douentza (Mopti).

Dans la région de Tombouctou, c'est la quasi totalité des cultures pluviales et de décrue qui a été ravagée. Dans celle de Gao, les dégâts ont porté sur les bordures des rizières non encore inondées par la crue. Les cultures pluviales qui étaient déjà en mauvais état végétatif notamment dans le cercle d'Ansongo ont été fortement détruites.

En début octobre, les essaims de criquets pèlerins très mobiles au cours de leur repli vers la région de Kidal et le Maghreb ont causé des dégâts parfois très importants sur les cultures dans les régions de Kayes (Diéma) et Mopti (Bandiagara, Koro). En fin octobre la situation était relativement calme dans le pays excepté dans la région de Kidal où on notait encore une forte densité de larves, de jeunes ailés et d'adultes.

La nature et l'étendue des dégâts aux cultures varient selon le type de cultures, la densité et la durée de l'infestation d'acridiens dans les champs et le stade de développement des cultures au moment de l'infestation. Il ressort d'entretiens avec les agriculteurs que toutes les cultures à des stades précoces de végétation, mais tout particulièrement les légumineuses et le mil, ont subi de graves dégâts. Les cultures de sorgho semblent avoir mieux résisté à l'infestation. Malheureusement, toutes les cultures céréalières au premier stade de formation des grains ont été endommagées par l'infestation d'acridiens.

L'une des difficultés rencontrées par la mission a été de faire la distinction entre les dégâts dus aux acridiens et ceux dus à la sécheresse. Dans les zones qui ont subi des dégâts dus à ces deux phénomènes et qui ont été inspectées par l'équipe ou contrôlées par des spécialistes de l'agriculture, il est possible de faire la distinction, sur le plan qualitatif, entre les causes des dégâts. Lorsque les acridiens ont dévoré les jeunes plants puis ravagé les cultures de nouveau semées, il est clair que les pertes leur sont essentiellement imputables. Même si la sécheresse a régné dans la zone et a empêché de procéder avec succès à de nouveaux semis ou a desséché les cultures, il est clair que les pertes sont dues aux acridiens qui sévissent à l'état endémique. C'est uniquement dans les cas où les dégâts causés par les criquets pèlerins étaient partiels à l'origine, où ceux-ci ne sont plus présents dans la zone cultivée et où la sécheresse a compromis les rendements définitifs qu'il est difficile de discerner la part imputable à chaque facteur.

3.2 Pluviométrie en 2004

La figure 3 indique les précipitations cumulées enregistrées pendant la campagne 2004 dans deux régions du nord infestées par les acridiens où s'est rendue la Mission, (Nara et Mopti) et dans une zone non infestée au sud, dans la région de Sikasso (Bougouni). Le cercle de Nara, au nord de la région de Koulikoro, est l'une des régions les plus infestées du pays; comme le montre la répartition des pluies, elle a souffert en raison du démarrage relativement tardif de la période de croissance et de la fin prématurée des pluies. Les effets conjugués des invasions acridiennes et de la sécheresse ont donc entraîné de lourdes pertes de récolte. La région de Mopti a souffert d'une vague de sécheresse en début de campagne, mais des précipitations abondantes en milieu de campagne ont assuré une bonne croissance des cultures et des pâturages dans les régions où les agriculteurs ont pu procéder aux semis et où les dégâts dus aux acridiens ont été minimales. Dans la région de Bougouni au sud du Mali, où les précipitations sont plus abondantes et où l'on cultive le coton, le maïs et le sorgho, les pluies ont été suffisantes pour les cultures tardives de coton et de maïs, mais il aurait fallu qu'il pleuve en fin de campagne, en octobre, pour que les variétés de sorgho à maturation tardive obtiennent des rendements normaux.

Globalement, l'installation de l'hivernage au Mali en 2004 a été jugée relativement normale. Cependant, la campagne agricole 2004/05 dans son déroulement a été caractérisée de façon générale par une pluviométrie marquée par trois périodes assez distinctes à savoir:

- période allant du 1^{er} mai à la 1^{ère} décennie voire 2^{ème} décennie du mois de juillet selon les zones : pluviométrie insuffisante et mal répartie dans le temps et dans l'espace;
- période allant de la mi-juillet 2004 jusqu'en septembre : pluviométrie suffisante pour les besoins agricoles et des cultures et relativement bien répartie dans le temps et dans l'espace;
- période allant de la fin septembre à mi-octobre 2004: pluviométrie faible voire inexistante par endroits.

A la date du 30 septembre, le cumul des pluies a été déficitaire dans le centre de la région de Kayes, dans le sud-est de Koulikoro, dans le sud-ouest de la région de Sikasso, dans le Sud de Gao et l'Ouest de la région de Tombouctou. Ailleurs, il a été normal à excédentaire. Comparé à celui de 2003, le cumul a été inférieur dans l'ensemble.

Au cours de la première décennie d'octobre, les pluies enregistrées ont été faibles sauf dans certaines localités comme Koro-Région de Mopti (40 mm en 1 jour), Didiéni-Région de Koulikoro (27 mm en 2 jours) et Kayes (22 mm en 2 jours). Du 11 au 20 octobre 2004, seules quelques stations des régions de Kayes et Sikasso ont reçu des pluies.

A la date du 20 octobre, le cumul des pluies a été déficitaire dans:

- le Centre de la région de Kayes notamment dans les cercles de Diéma, Bafoulabé et Kita,
- toute la région de Koulikoro (Kangaba, Dioïla, Koulikoro, Kolokani, Banamba et Nara) excepté le cercle de Kati,
- toute la région de Sikasso excepté le chef lieu de région,
- toute la région de Ségou,
- le Sud-Est et le Nord-Est de la région de Mopti,
- le Sud des régions de Tombouctou et Gao.

Comparé à celui de 2003, le cumul des pluies enregistrées du 1^{er} mai au 20 octobre a été inférieur dans l'ensemble.

Crue des fleuves

La situation hydrologique 2004 est caractérisée par la faiblesse des crues et leur important retard par rapport à celles de l'année dernière et par rapport aux moyennes interannuelles dans tous les hauts bassins.

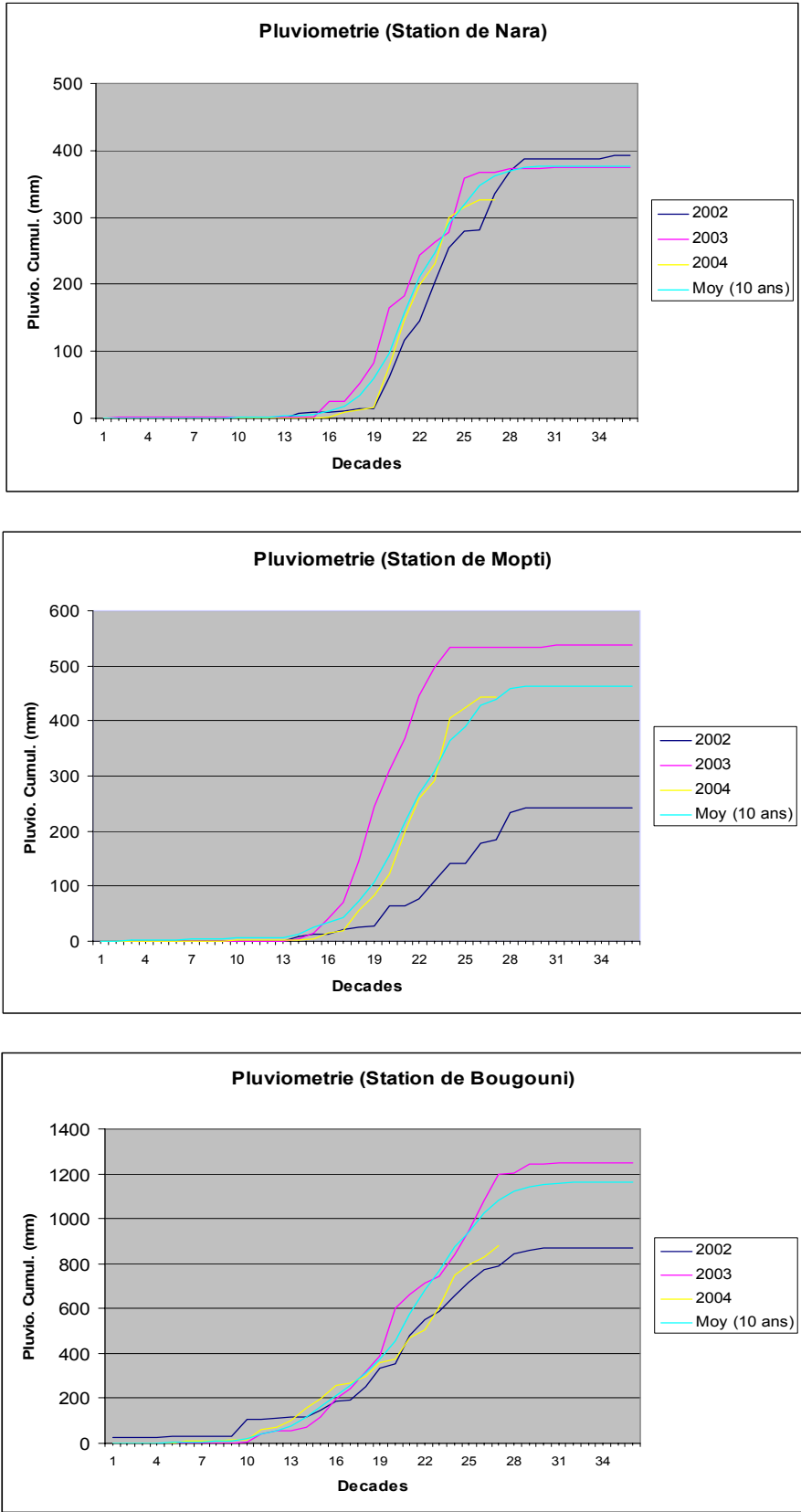
En cette fin d'octobre 2004, la situation hydrologique est marquée par la poursuite de la décrue sur tous les cours d'eau à l'exception du fleuve Niger en aval de Bougoubéry où la crue continue. A la date de 25 octobre 2004, les hauteurs d'eau enregistrées sont partout nettement inférieures à celles de l'année dernière et à la moyenne inter annuelle.

Le déficit par rapport à l'année dernière est de l'ordre de 3 mètres sur le Bagoué à Pankourou, 2,5 mètres sur le Bani à Douna et 1 mètre sur le Sénégal à Kayes et le Niger à Koulikoro. Par rapport à une année moyenne, il est de l'ordre de 2,5 mètres sur le Bani à Douna et de 2 mètres sur le fleuve Sénégal à Kayes, 1 mètre sur le Niger à Koulikoro et à Mopti.

A Bamako sur le Niger, le maximum (3,26 m) a été enregistré le 5 octobre 2004.

La faiblesse de la crue, notamment du Bani et du Niger, aura des conséquences négatives sur le niveau de la production du riz dans les périmètres à maîtrise partielle et hors périmètres. De nombreuses plaines de riz de submersion risquent de ne pas être inondées dans les régions de Ségou, Mopti, Tombouctou et Gao.

Figure 1. Répartition comparative des précipitations (précipitations en 2004 par rapport à la normale, 2002 et 2003) jusqu'en septembre pour deux régions infestées du nord (Nara et Mopti) et une zone non infestée du sud dans la région de Sikasso (Bougouni)



3.3 Superficie ensemencée

En l'absence de données sur l'enquête agricole pour 2004/05, l'équipe de la FAO/CILSS a établi les estimations concernant les superficies ensemencées en consultation avec des techniciens du Ministère de l'agriculture. Suite à l'enquête menée en août sur les pertes de récolte dans les régions infestées par les acridiens, la Mission a contacté tous les directeurs régionaux fin octobre-début novembre pour actualiser les données fournies par des techniciens locaux sur les superficies ensemencées, les superficies dévorées par les acridiens et les pertes de production. Ces données cumulées, associées à des données historiques, ont servi de base à l'analyse effectuée par la Mission.

Le tableau 2 indique la gravité des pertes de superficies ensemencées du fait des acridiens et de la sécheresse pour le riz flottant et les cultures pluviales à Gao, le sorgho de décrue, le mil et le maïs à Tombouctou, le mil et le niébé à Koulikoro, et plusieurs cultures à Mopti. Malgré l'importance des pertes enregistrées localement, ce n'est que pour le sorgho de décrue que les pertes ont été importantes au niveau national.

Tableau 2. Superficie ensemencée rendue improductive (%), par région, en raison des acridiens et de la sécheresse dans des zones de cultures infestées, 2004

Région	Riz irrigué	Riz de bas-fond	Riz flottant	Sorgho de décrue	Sorgho non irrigué	Mil	Niébé	Maïs	Arachides
Kayes	n.c.*	16,62	n.c.	n.c.	0,05	0	1,35	1,29	0,05
Koulikoro	0	0	0	n.c.	5,34	17,98	18,12	0	0,86
Ségou	0	0	0	n.c.	0	0,10	0,09	0	0,08
Mopti	1,01	8,14	0,04	8,68	1,10	8,30	5,84	0	0,54
Tombouctou	0,11	3,10	1,95	29,16	n.c.	40,65	n.c.	21,30	n.c.
Gao	0	n.c.	55,13	0,10	26,58	25,55	27,61	n.c.	n.c.
Mali	0,04	3,75	9,84	25,65	1,49	6,44	5,58	0,25	0,27

Source: Ministère de l'agriculture/FAO

* Espèce non cultivée dans la région.

Selon les prévisions, au niveau national, la superficie sous céréales en 2004/05 devrait être supérieure à la moyenne des cinq dernières années mais inférieure à celle de la campagne exceptionnelle de 2003/04 (Tableau 3). Ces chiffres correspondent à la tendance constatée toujours plus fréquemment ces dernières années en ce qui concerne les superficies consacrées tant aux céréales traditionnelles (mil, sorgho, maïs et fonio) qu'au riz.

Tableau 3. Superficie sous céréales) en 2004-20005 par rapport à la moyenne 1999/00 à 2003/04 et à 2003/04 (en milliers d'hectares)

Céréales	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	Moyenne sur 5 ans	2004/05*	Moyenne en pourcentage	Pourcentage 2003/04
Traditionnelles*	2 136	1 939	2 148	2 833	3 066	2 424	2 719	112	89
Riz	325	353	468	360	406	382	451	118	111
Blé	3	3	4	2	2	3	3	100	120
Total	2 464	2 295	2 620	3 195	3 474	2 810	3 174	113	91

Source: Ministère de l'agriculture/FAO.

* Mil, sorgho, maïs et fonio.

** Les chiffres concernant le sorgho, le mil, le maïs et le riz correspondent aux estimations de cette année, et les estimations pour le fonio et le blé correspondent à la moyenne des cinq dernières années.

3.4 Facteurs affectant les rendements et la production

La campagne agricole 2004/05 a évolué dans des conditions de pluviométrie et de crue peu satisfaisantes et sous une forte pression des déprédateurs dont les criquets pèlerins.

Le facteur ayant le plus affecté les résultats de cette campagne reste incontestablement le déficit pluviométrique. Les criquets pèlerins qui ont certes pris le devant de la scène en raison de l'importance de l'invasion et des populations observées viennent au 2^{ème} rang des causes principales des mauvaises récoltes. Le comportement de la crue est à suivre pour l'issue finale de la riziculture de submersion libre et semi contrôlée.

Toutefois, en raison de la superficie et de l'importance relativement limitées des zones agricoles infestées par les acridiens, la production céréalière totale de 2004/05, qui devrait atteindre 2 934 000 tonnes, est en hausse de 11 pour cent par rapport à la moyenne de 1999/00 à 2003/04. Ce chiffre représente 86 pour cent du volume de production exceptionnel enregistré l'an dernier (Tableau 4).

Tableau 4. Production céréalière en 2004/05 par rapport à la moyenne de 1999/00 à 2003/04 et à 2003/04 (en milliers de tonnes)

Céréales	1999/00	2000/01	2001/02	2002/03	2003/04	Moyenne sur 5 ans	2004/05**	Moyenne en pour cent	% 2003/04
Traditionnelles*	1 618	1 561	1 634	1 817	2 465	1 819	2 050	113	83
Riz	727	743	941	710	938	812	877	108	93
Blé	8	6	9	5	6	7	7	100	117
Total	2 353	2 310	2 584	2 532	3 409	2 638	2 934	111	86

Source: Ministère de l'agriculture/FAO

* Mil, sorgho, maïs et fonio

** Les chiffres concernant le sorgho, le mil, le maïs et le riz correspondent aux estimations de cette année, et les estimations pour le fonio et le blé correspondent à la moyenne des cinq dernières années. Les estimations de cette année ont été faites pour toutes les régions, sauf pour Sikasso, où les chiffres correspondent à la moyenne des 5 dernières années.

Les pertes de cultures les plus importantes dues aux acridiens concernent la production pluviale de mil, de niébé et de sorgho (Tableau 5). Les principaux systèmes de culture pratiqués dans la plupart de la zone agro-climatique du Sahel infestée par les acridiens comprennent la culture intercalaire du mil ou du sorgho précoce associée au niébé et, dans une moindre mesure, aux arachides. Dans la quasi-totalité de cette zone, les variétés de sorgho à maturation tardive sont la principale culture qui préserve la sécurité alimentaire des ménages pendant une bonne partie de l'année. La Mission a constaté que tant des bandes larvaires que des essaims d'acridiens étaient présents dans les régions touchées pendant la plupart des stades de croissance de ces cultures. Comme il a été constaté ailleurs dans les pays du Sahel, les légumineuses (niébé et arachides) ont été dévorées en premier par les acridiens, qui ont laissé pratiquement intact le sorgho au stade de croissance. Pour cette raison, la plupart des cultures de mil et de légumineuses dans les zones infestées ont été détruites par les acridiens au stade de croissance et de formation précoce des grains. En revanche, la plupart des cultures de sorgho à maturation tardive n'ont pas été dévorées par les bandes larvaires et n'ont subi que des dégâts minimes lors du passage des essaims qui se sont abattus au moment de l'épiaison. Contrairement à la situation qui prévaut en Mauritanie, les essaims signalés en fin de campagne n'ont pas infesté les cultures pendant de longues périodes.

Bien que les pertes de récolte soient spectaculaires et considérables au niveau local dans bon nombre des 78 communes touchées, la production céréalière nationale est principalement assurée par les zones situées plus au sud par rapport aux régions touchées et par la région de Sikasso.

Tableau 5. Pertes de production par région, dues aux acridiens et à la sécheresse dans les régions agricoles infestées, 2004 (tonnes)

Région	Nombre de cercles touchés/cercles par région	Nombre de communes touchées	Sorgho	Mil	Maïs	Riz	Niébé	Arachides
Kayes	4/7	9	91	0	476	0	222	29
Koulikoro	1/7	11	1 776	1 124	0	0	3 032	1 462
Ségou	1/7	4	0	457	0	0	31	13
Mopti	6/8	34	640	22 925	0	593	173	66
Tombouctou	5/5	n.d.	5 477	11 532	174	322	0	0
Gao	4/4	n.d.	764	1 195	0	1 824	212	0
Mali	21/42	78	8 747	37 233	650	2 739	3 670	1 570

Source: Ministère de l'agriculture/FAO

3.5 Autres cultures

Faute de statistiques exploitables issues de l'enquête auprès des ménages menée cette année, il est plus difficile de dresser des estimations concernant les cultures non céréalières, encore plus que pour les cultures céréalières, la Mission ayant pu rassembler des données sur ces dernières. Comme il a été noté plus haut, les pertes de production, notamment pour les légumineuses, ont été considérables au niveau local dans plusieurs régions infestées, mais elles n'ont pas eu de répercussions au niveau national.

La situation pluviométrique vécue, l'état de la crue sur les cours d'eau et le niveau du remplissage des barrages, mares et lacs présagent de mauvaises conditions pour l'exécution correcte de la campagne horticole 2004/05 dans tout le pays.

Les régions productrices de coton au sud du pays n'ont pas été touchées par l'invasion acridienne et ont moins souffert de la sécheresse que la plupart des zones septentrionales. Selon les estimations du système d'alerte précoce, la production de coton atteindrait environ 590 000 tonnes.

3.6 Bétail

A l'image des cultures, l'évolution des pâturages a également été affectée par les attaques de criquets pèlerins et subi le comportement peu satisfaisant de la pluviométrie et de la crue. Les dégâts des criquets ont été assez localisés et ont porté notamment sur les ligneux et certaines spécificités d'herbacés. C'est la bande frontière avec la Mauritanie beaucoup affectée par des criquets au stade larvaire qui est la plus touchée. La mauvaise pluviométrie a surtout concerné le Haoussa de la région de Tombouctou et la région de Kidal (Tableau 6).

Tableau 6. Superficies de parcours naturels endommagés par les criquets et la sécheresse, 2004

Région	Superficies endommagées (en ha)	Superficies endommagées (en %)
Kayes	1 684 332	14
Koulikoro	614 920	7
Ségou	500	< 1
Mopti	1 302 000	16
Gao	3 070 152	18
Tombouctou	8 464 742	17
Kidal	3 380 000	13

Source: Directions régionales d'appui au monde rural.

Dans la vallée du fleuve, le développement du pâturage inondé (bourgou) est lent. Son état est cependant satisfaisant dans l'ensemble; il est meilleur que celui de la campagne dernière dans les régions de Gao, Tombouctou mais moins bon dans celle de Mopti.

Ainsi, l'état général des pâturages est moyen dans l'ensemble excepté dans la région de Kidal et le nord de celle de Tombouctou où il est passable.

Les conditions d'abreuvement sont également satisfaisantes dans l'ensemble. Cependant avec le tarissement précoce des mares et retenues d'eau dans certaines zones du Méma Dioura-Farimaké et du Séno Mango dans la région de Mopti, des troupeaux transhumants sont retournés précocement sur les pâturages d'attente puis dans les rizières des zones inondées. Ces descentes précoces de troupeaux du nord vers le sud pays restent des sources potentielles de conflits parfois mortels entre éleveurs et agriculteurs pendant les récoltes. En plus, on observe des descentes précoces de troupeaux transhumants mauritaniens dans le nord des régions de Kayes et de Koulikoro. Ce qui représente une pression additionnelle sur la disponibilité fourragère du pays. Bien que ces transhumances intra régionales soient un phénomène annuel entre la Mauritanie, le Niger et le Mali, cette année représente une descente précoce. Les dégâts des criquets et de la sécheresse étant plus importants au Niger et surtout en Mauritanie, il est fort probable que le nombre de bétails et leurs séjours au Mali seront beaucoup plus importants.

Il est intéressant à noter que ces tendances ont déjà présenté des opportunités dans certains villages dans la zone hors casier de l'Office du Niger (région de Ségou) où les associations villageoises ont créé des zones de pâturage et des points d'eau payants dont les clients principaux sont les propriétaires des vastes troupeaux mauritaniens. Etant donné que les zones transfrontalières entre le Mali et la Mauritanie ont été témoin à plusieurs conflits entre des agriculteurs et des éleveurs au cours des 15 dernières années, et en raison du manque de pâturage en Mauritanie et au Mali, il faudra veiller à ce que les mouvements d'animaux et l'utilisation des points d'eaux soient bien géré au cours de la campagne 2004/05. Cet exemple souligne l'importance d'adopter une perspective régionale dans les analyses et le suivi de telles situations.

La demande effective pour l'aliment bétail au Mali est généralement supérieure à l'offre disponible dont la plupart provient des tourteaux des usines de Huicoma qui transforme les graines de coton de la compagnie cotonnière (CMDT) en huile et savon. Cet écart risque d'agrandir au cours de 2004/05 si les éleveurs cherchent à augmenter l'utilisation de l'aliment bétail afin de combler aux lacunes de pâturage.

4. APPROVISIONNEMENTS ALIMENTAIRES

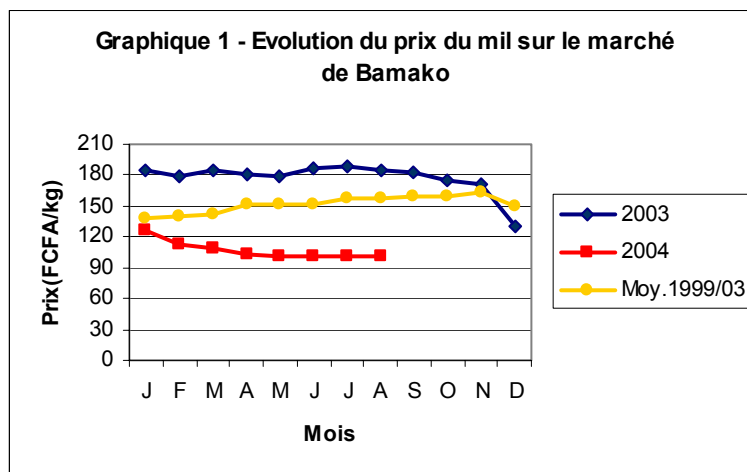
4.1 Marchés et offre alimentaire

La commercialisation des produits agricoles est libre au Mali et relève du secteur privé. Le gouvernement ne gère qu'un stock national de sécurité destiné aux interventions d'urgence en cas de crise alimentaire grave. Il comprend un stock physique de céréales de 35 000 tonnes et un fonds de sécurité alimentaire de 5,5 milliards de FCFA. La politique commerciale du pays est fondée essentiellement sur les traités de la CEDEAO et de l'UEMOA qui préconisent la libéralisation des échanges commerciaux. Depuis l'entrée en vigueur du Tarif extérieur commun (TEC) de l'UEMOA en janvier 2000 le régime fiscal et douanier ont été allégés. Les droits de douanes sur le riz, la principale céréale importée dans le pays, ont baissé de 10 pour cent et une TVA au taux unique de 18 pour cent est appliquée à tous les produits. Par ailleurs les produits agricoles originaires des pays membres de la CEDEAO et de l'UEMOA sont exempts de droit d'entrée.

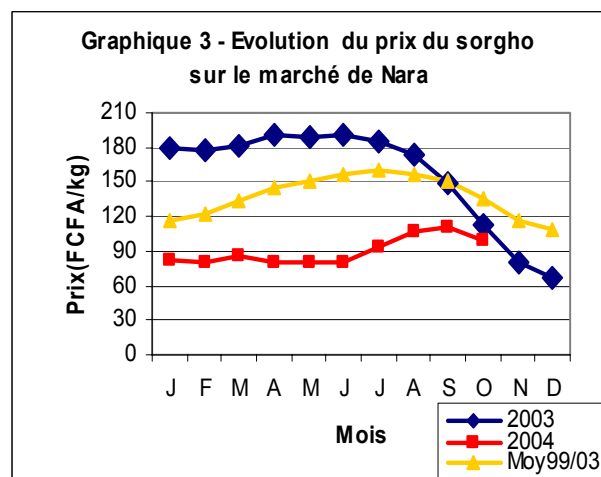
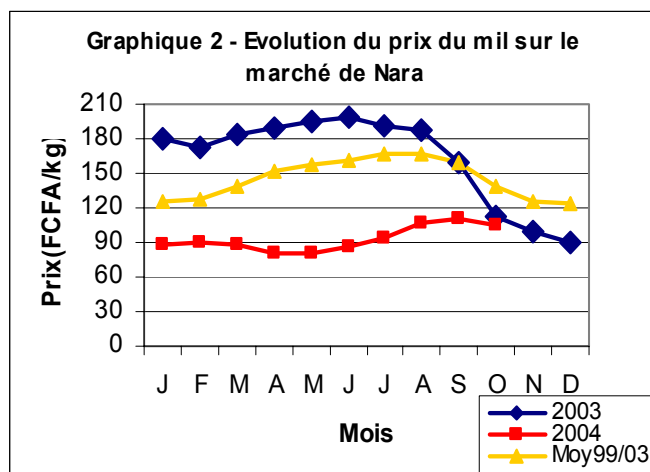
En année normale de pluviométrie la production nationale couvre assez bien les besoins de consommation du pays en céréales notamment en céréales sèches (mil, sorgho et maïs) qui sont les principales denrées alimentaires des populations. Celle-ci est complétée par les légumineuses (niébé surtout) et les tubercules. Les importations concernent surtout le riz, le blé et les produits laitiers. Ces dernières années, la production a été relativement bonne dégageant parfois des surplus exportés dans les pays limitrophes (Burkina Faso, Niger, Mauritanie et Sénégal). Néanmoins, les importations de riz se sont nettement accrues malgré l'augmentation de la production domestique. Elles sont passées de 58 000 tonnes lors de la campagne 1999/00 à 125 000 tonnes en 2003/04 alors que la production domestique a atteint cette année 938 000 tonnes, niveau très proche du record de 940 000 tonnes réalisée en 2001/02. Par contre, les importations de blé sont restées assez stables (autour de 60 000 tonnes par an).

En général le niveau d'approvisionnement des marchés a été satisfaisant ces dernières années en particulier cette année. Les prix des céréales ont enregistré des baisses importantes par rapport à leurs niveaux de 2003.

Sur le marché de Bamako le prix du mil a amorcé une tendance à la baisse dès le début des récoltes 2003. Il est passé de 175 F le kilogramme en octobre 2003 à 131 F en décembre puis à 126 F en janvier 2004 enregistrant ainsi une baisse de 28 pour cent au cours de cette période (cf. graphique 1). Cette tendance s'est maintenue jusqu'en fin août mais avec des baisses moins prononcées. En revanche, ils ont augmenté de près de 6 pour cent en septembre. Selon les responsables de l'Observatoire du marché agricole cette hausse brusque du prix du mil serait probablement liée à l'accroissement de la demande pour le mois de ramadan qui a commencé en mi-octobre. Les prix des autres céréales (sorgho, maïs, et riz) ont évolué dans le même sens tout au long de la campagne mais, ils ont été plus stables au cours de l'hivernage et n'ont pas connu d'augmentation en septembre.



Cette baisse générale des prix des céréales a été observée sur tous les marchés du pays même dans les zones structurellement déficitaires. Toutefois, dans ces zones qui ont été en fait les seules touchées par l'invasion des acridiens la tendance à la baisse a été de courte durée. Les prix ont commencé à augmenter dès le mois de juillet (période critique de soudure) sur certains marchés. Sur le marché de Nara, le prix du mil est passé de 86 F le kilogramme en juin à 94 F en juillet puis à 110 F en septembre en augmentation de 28 pour cent par rapport son niveau en juin. Le prix du sorgho a évolué pratiquement dans la même sens (cf. graphiques 2 et 3).



Dans la préfecture de Nara et dans les autres zones infestées par les criquets pèlerins, la Mission a constaté que les cultures de mil ont été pratiquement détruites par ces acridiens. En conséquence les prix pourraient augmenter davantage dans les mois à venir et conduire à une situation alimentaire précaire dans ces régions.

En revanche, sur le plan national la situation alimentaire en 2005 devrait être satisfaisante au regard des perspectives de récoltes moyennes. Les prix des céréales seront néanmoins plus élevés qu'en 2004 où ils ont été particulièrement bas suite aux récoltes record de la campagne dernière.

4.2 Bilan céréalier prévisionnel

Le bilan céréalier prévisionnel 2004/05 (cf. Tableau 7) est fondé sur les hypothèses suivantes:

La population au 30 avril 2005, (milieu de la campagne) est estimée à 11 425 000 personnes. Cette donnée a été fournie par la Direction nationale de la statistique et de l'informatique (DNSI) sur la base projections faites à partir des résultats du recensement général de la population qu'elle a réalisé en avril 1998. Le taux annuel de croissance de la population est de 2,2 pour cent.

La production céréalière est issue des travaux d'évaluation des récoltes de la Mission. Elle est estimée à 2 934 000 tonnes comprenant 7 000 tonnes de blé, 877 000 tonnes de riz et 2 050 000 tonnes de céréales sèches (mil, sorgho, maïs, fonio)

Une consommation céréalière par habitant de 198,3 kg fondée sur la moyenne des consommations des cinq dernières années. Ceci donnent les quantités suivantes par type de céréales : riz : 44,1 kg, blé : 6,6 kg, céréales sèches: 147,6 kg.

Un taux de 15 pour cent pour perte et semence a été utilisé pour le mil, le sorgho et le maïs. Pour le riz, ce taux est de 10 pour cent et celui à l'usage de 69 pour cent.

On considère qu'il n'y aura pas de variation de stock, en égard au niveau de la production.

Les données sur les exportations sont les chiffres du pays. Ils portent sur 30 000 tonnes de céréales sèches et 200 tonnes pour le riz.

Le bilan céréalier est présenté dans le tableau ci-dessous:

Tableau 7. Bilan céréalier 2004/05 (en milliers de tonnes)^{1/}

	Riz	Blé	Céréales sèches	TOTAL
Population au 30/04/05				11 425 000
Disponibilités internes	877,0	7,0	2 050,0	2 934,0
Variation de stocks	0,0	0,0	0,0	0,0
Production brute	877,0	7,0	2050,0	2 934,0
Emploi	854,8	68,5	2 028,4	2 951,7
Consommation humaine	503,8	67,4	1 690,9	2 262,2
Consommation animale	0,0	0,0	0,0	0,0
Pertes et semences	350,8	1,1	307,5	659,4
Exportations	0,2	0,0	30,0	30,2
Besoin d'importation	- 22,2	61,5	- 21,6	17,7

^{1/} Les besoins de consommation de la population sont estimés à partir de la consommation apparente moyenne des cinq dernières années, ce qui pourrait conduire à des résultats différents de ceux du CILSS qui utilise des normes de consommation fixes.

Le bilan dégage des disponibilités de 2 934 000 tonnes de céréales contre des besoins de 2 951 700 tonnes soit un besoin d'importation de 17 700 tonnes. Il s'agit en réalité d'une situation d'équilibre pour le pays si les exportations sont maintenues. Du reste le pays importe en moyenne près de 100 000 tonnes de céréales mais en exporte certainement plus ce qui est reporté dans les statistiques du gouvernement. Le risque de manque de céréales cette année est en conséquence très faible au niveau national. Cette situation ne doit cependant pas masquer la précarisation de la situation des populations localisées dans les zones qui ont été durement affectées par le déficit pluviométrique et l'invasion acridienne en 2004.

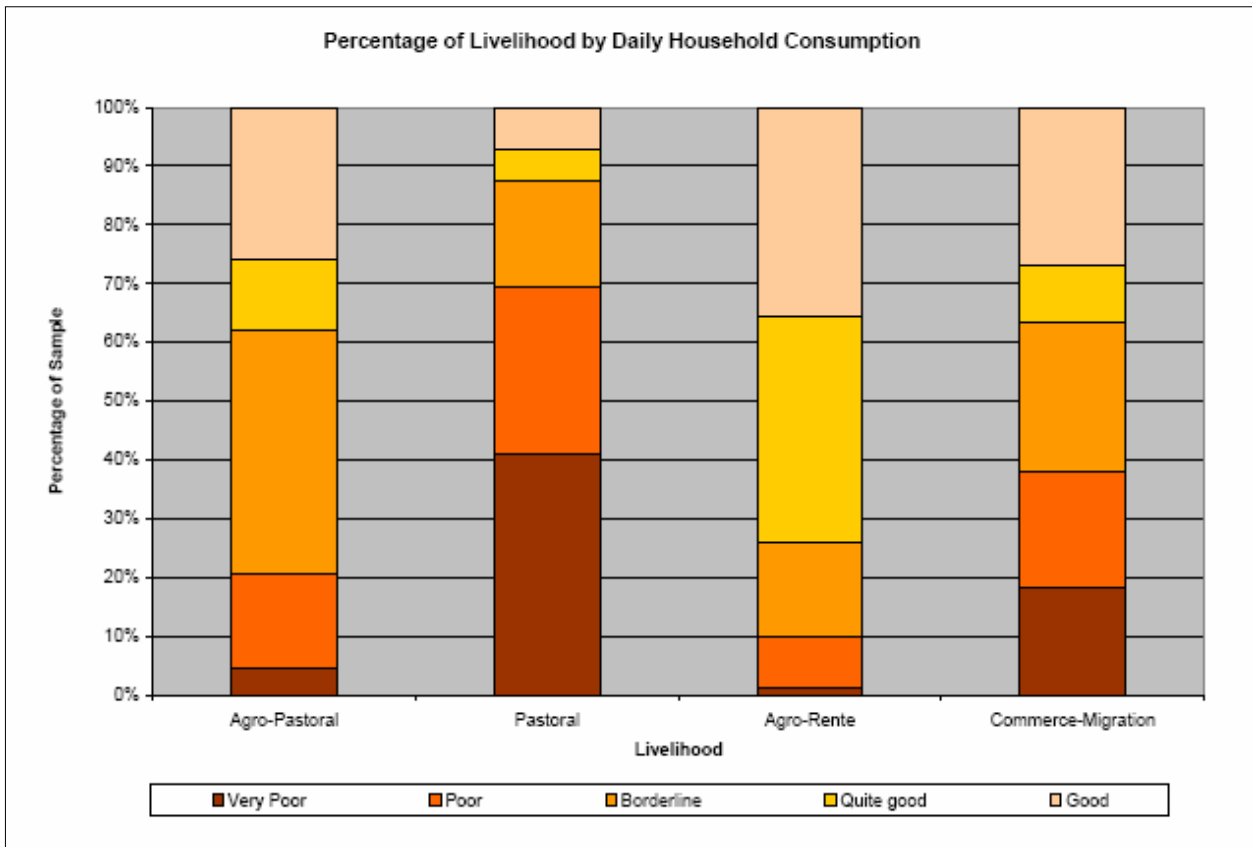
5. ÉVALUATION DE LA VULNÉRABILITÉ/DES BESOINS D'AIDE ALIMENTAIRE D'URGENCE

Le Bureau de pays du PAM Mali a conduit une enquête rapide qui avait pour objectif d'évaluer les effets de l'invasion acridienne 2004 sur la vulnérabilité des ménages touchés par le péril acridien. Cette étude a été réalisée en collaboration avec le Système d'alerte précoce.

L'enquête s'est déroulée du 7 au 25 octobre et a couvert 97 villages et près de 1 000 ménages. Les ménages ont été regroupés en quatre strates: agropastoral, pastoraux, commerce/migration et agro-mixtes. Les enquêtes ont couvert les zones infestées par le criquet pèlerin des régions ouest (Kayes, Koulikoro), du centre (Ségou, Mopti) et du nord (Tombouctou, Gao, Kidal). Dans chaque village, dix ménages ont été choisis au hasard et interviewés sur la base d'un questionnaire. Le poids, la taille et l'historique de la vaccination de tous les enfants de moins de cinq ans de chaque ménage ont été mesurés ou notés. L'effet criquet sur la sécurité alimentaire des ménages a été appréciée d'abord à travers la production agricole de 2004 comparée à celle de 2003 et à travers la qualité de la diète.

5.1 Situation de la sécurité alimentaire et perspectives

L'effet global du criquet pèlerin sur la sécurité alimentaire s'est traduit par une production agricole nettement inférieure à celle de 2003 qui était par ailleurs une année exceptionnellement bonne. En ce qui concerne la qualité de la diète des ménages, l'enquête a montré que celle des ménages pastoraux est la plus pauvre, suivie de celle des ménages basés sur le commerce et la migration. Dans les autres typologies (agropastorales et agro-rente), la diète est correcte (voir graphique ci-dessous).



(Traduction du graphique : (Titre = Part des moyens de subsistance dans la consommation quotidienne des ménages; Percentage of sample = Pourcentage d'échantillon; Livelihood = Subsistance; Very Poor = Très pauvre ; Poor = Pauvre ; Borderline = Limite ; Quite good = Assez bon ; Good = Bon:)

En ce qui concerne la malnutrition, l'enquête a donné des chiffres uniquement pour les enfants de moins de cinq ans. En comparant ces résultats avec ceux de la dernière enquête VAM de 2002, on obtient le tableau suivant.

	Dépérissement	Insuffisance pondérale	Retard de croissance
octobre 2004	14,8%	31,1%	35,3%
mai 2002	13,8%	32,6%	28,6%

La situation nutritionnelle ne semble pas améliorée par rapport à 2002, sauf légèrement pour l'insuffisance pondérale. Mais le mauvais état nutritionnel des enfants de moins de cinq ans ne peut pas être attribuée aux seuls effets de l'invasion acridienne.

L'enquête VAM, réalisée en 2002 dans la zone sahéenne sur un échantillon de 63 villages, 714 ménages, 2 201 chefs de ménages et 3 000 enfants âgés de 6 à 59 mois, avait montré que 40 pour cent des ménages, dont 55 pour cent de ceux dirigés par une femme, souffraient d'insécurité alimentaire. Les régions les plus concernées par cette insécurité alimentaire étaient Tombouctou, Mopti, Gao et d'autres communautés le long de la frontière avec la Mauritanie (régions de Kayes et Koulikoro). Les résultats de l'enquête 2004 ne permettent pas d'évaluer le niveau d'insécurité globale des différentes strates de ménages.

Les pasteurs, localisés dans les trois régions du nord (Tombouctou, Gao et Kidal), tirent l'essentiel de leurs revenus de l'élevage. Malgré les dégâts causés aux pâturages par les criquets, la situation alimentaire semble relativement correcte. Par exemple, 74,2 pour cent des adultes et 72,2 pour cent des enfants prennent deux repas et plus par jour, ce qui est la norme dans les zones désertiques du nord du Mali. La pauvreté de la diète qui touche 69,6 pour cent des ménages traduit la persistance de la vulnérabilité structurelle des populations de la zone. Le taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans est estimé à 16 pour cent.

Les agropastoraux sont localisés dans les différentes régions du Sahel ouest (Kayes) à l'est (Tombouctou, Gao) en passant par Koulikoro, Ségou et Mopti. Leurs revenus proviennent pour l'essentiel de l'agriculture (61 pour cent) et de l'élevage (25 pour cent). Les principales cultures pratiquées sont les céréales (mil, sorgho, riz). Le nombre de repas par jour est de deux à trois par ménage. Il ne semble pas très affecté par l'effet criquets, aussi bien pour les adultes que pour les enfants. Le taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans est estimé à 14,9 pour cent. Malgré les dégâts causés surtout au mil, ces ménages n'ont pas encore mis en œuvre des stratégies spécifiques de survie.

Pour les ménages agro-mixtes (Koulikoro, Ségou), pratiquant l'agriculture (riz principalement), le commerce, l'élevage et d'autres métiers, les dégâts causés par les criquets sont faibles (moins de 50 pour cent de pertes de récoltes dans 29 pour cent des ménages). Leur situation alimentaire est bonne (à peine 10 pour cent ont une diète pauvre). Le taux de malnutrition des enfants de moins de cinq ans est estimé à 12,6 pour cent.

Les ménages tirant l'essentiel de leurs revenus des activités commerciales et des produits ou transferts liés aux migrations sont localisés à Kayes et Kidal. La fréquence des repas ne semble pas affectée : les trois repas quotidiens sont assurés dans plus de 70 pour cent des ménages. La malnutrition des enfants de moins de cinq ans est estimée à 14,3 pour cent.

5.2 Estimation des besoins d'aide alimentaire d'urgence

Jusqu'à la fin du mois de novembre, les chiffres sur les productions céréalières 2003/04 et 2004/05 ne sont pas disponibles. Depuis longtemps, le bilan céréalier prévisionnel est la base pour l'évaluation des besoins d'assistance alimentaire aux groupes les plus touchés par les déficits vivriers. La campagne 2003 a été excellente en termes de production céréalière. Beaucoup de ménages avaient des réserves de sécurité sous forme de banques de céréales, de stocks communautaires et/ou privés. Malgré l'invasion acridienne, les prix des produits alimentaires sont restés à des niveaux certes supérieurs ceux de 2003 à la même période, mais nettement en dessous de ceux de 2002.

En attendant la publication des résultats de l'enquête agricole et si le gouvernement en fait la demande, le PAM envisage la préparation d'une opération d'urgence pour la soudure 2005, pour assister les populations les plus touchées des zones infestées par le criquet pèlerin. Dans le cas contraire, les activités courantes du Programme de pays du pays seront utilisées pour apporter des réponses locales dans les zones d'intervention.

5.3 Possibilités d'achats locaux

Habituellement, le PAM procède à des achats locaux pour ses activités de développement (Programme de pays). Dans le contexte actuel sans chiffre de production et sans certitude sur les stratégies d'intervention, il est difficile d'envisager des achats locaux dans le pays.

5.4 Réserve alimentaire d'urgence

Le Programme de Pays 10205.0 (2003-2007) du PAM Mali a prévu, à travers l'Activité 3, entre autres, la prévention et l'atténuation des catastrophes représentant 17,2 pour cent du volume total du programme, soit 10 956 tonnes de céréales. Cette réserve correspond au volet Contribution du PAM PRMC. Ce tonnage correspond aux besoins annuels d'environ 74 000 personnes.

Au niveau du gouvernement, le stock national de sécurité de 32 320 tonnes peut toujours être utilisé comme réserve d'urgence selon des conditions et des modalités définies à l'intérieur du PRMC.

5.5 Capacités logistiques et contraintes

L'enclavement du pays, l'étendue des zones touchées par le criquet pèlerin et le mauvais état des routes d'accès aux points de livraison finaux (villages) constituent les principales contraintes logistiques. Une évaluation de la capacité logistique est disponible pour le Mali depuis février 2002. Elle a été mise à jour en août 2004.

La crise ivoirienne a révélé les difficultés de livraison de vivres en cas d'urgence. Le port d'Abidjan était le principal débouché à la mer du Mali. La fermeture de la frontière avec la Côte d'Ivoire a amené les autorités à rechercher des voies d'accès au littoral par le Ghana, la Guinée et la Mauritanie. En cas d'urgence, ce sont ces axes routiers et la voie ferrée Dakar-Bamako qui seront utilisés pour les livraisons jusqu'aux

frontières du pays. Il faut noter également l'insuffisance du parc des transporteurs privés et la concurrence pendant les périodes d'intenses activités (transport des balles de coton vers les ports maritimes).

Les capacités de stockage dans les magasins du PAM (13 entrepôts repartis sur différents sites dans le pays) et de l'Office des produits agricoles du Mali (OPAM) sont relativement suffisantes. De même, La distribution aux bénéficiaires ne devrait pas poser de problèmes majeurs ; le PAM a cinq sous-bureaux situés dans des zones à risque alimentaire qui servent de relais pour la collaboration avec les ONG, les projets et les services publics décentralisés.

5.6 Utilisation des programmes en cours d'aide alimentaire

En dehors du Programme du pays, il n'y a pas d'autre opération en cours pour le PAM Mali. Le PAM participe à l'appui aux réfugiés et/ou rapatriés de Côte d'Ivoire dans le cadre de l'EMOP régionale Côte d'Ivoire qui inclut les effets de la crise dans les pays voisins.

6. PROPOSITIONS D'INTERVENTIONS AGRICOLES D'URGENCE

Les premières actions d'urgence porteront sur : (a) la diffusion radio-télé de l'information en vue d'avoir l'adhésion des populations: objectifs du programme, modalités d'exécution des activités, rôles et responsabilité des partenaires impliqués (services techniques, communautés locales; (b) le renforcement de la surveillance sur les marchés locaux par le suivi des prix des céréales, sur les marchés à bétail pour le suivi des prix des animaux, en vue de prendre les dispositions et de pallier les tendances des prix qui auraient des répercussions négatives sur la situation alimentaires des populations.

6.1 Dans le domaine de l'élevage

L'objectif visé est d'éviter une perte massive de la valeur du bétail par manque de fourrages et de points d'abreuvement, sous l'effet combiné de la sécheresse et du péril acridien. Pour atteindre cet objectif certaines mesures s'avèrent nécessaires:

1. Envisager les actions de déstockage par une diffusion de l'information relative aux marchés à bétail, par la mise en œuvre de mesures de soutien au déstockage portant sur l'amélioration des conditions de séjour des animaux dans les marchés, une amélioration de l'infrastructure d'accueil dans les zones de concentration. Le prix de vente des animaux sur les marchés à bétail serait un bon indicateur de suivi et sa baisse à partir des mois d'octobre et novembre 2004 serait le signe d'une dégradation rapide du capital animalier et par conséquent d'une précarisation de la situation alimentaire des populations. Pour cela, il est indispensable d'envisager les actions suivantes:

- a) déterminer les marchés cibles (nombre et localités), appui au suivi des marchés à bétail et ceux des céréales,
- b) prévoir le surcreusement des puits et mettre en place des moyens d'exhaure adéquats.

2. Envisager avec les vétérinaires privés un programme de supplémentation alimentaire, de déparasitage et de soins des animaux dans les zones de concentration des troupeaux pour diminuer les risques de maladies et les pertes de poids conséquentes. Pour cela l'utilisation judicieuse de l'aliment bétail peut être une solution à envisager mais de préférence l'utilisation optimale des éteules fera l'objet d'une recommandation systématique. En effet les restes de tiges des céréales dans les champs sont pâturés à moins de 40 pour cent par les animaux. Il s'agit donc d'encourager ce stockage des tiges des champs détruits par les criquets, leur mise à la disposition des animaux après hachage et enrichissement/ traitement à l'urée. L'appui du PAM pourrait être décisif pour le succès d'une telle initiative (Food for training).

3. Sensibiliser une fois encore les populations contre les feux de brousse qui seraient préjudiciables au reliquat des maigres ressources après cette crise acridienne.

4. Déterminer/estimer le nombre d'animaux devant être pris en considération, afin de faire des prévisions réalistes en quantité d'aliment bétail, d'urée, nombre de petits équipements indispensables pour faire la récolte des tiges et le hachage, (faucilles, abreuvoirs/mangeoires, etc.).

6.2 Sur le plan de l'agriculture

1. Au niveau de la communauté: le conseil de développement de la commune

L'objectif recherché sera d'assurer une mise en place, dans de bonnes conditions, d'une campagne agricole 2005 (hivernage 2005) y compris dans les zones fortement affectées par les criquets.

Les paysans dans les zones fortement infestées qui ont tout perdu, ceux des zones moyennement infestées, qui auront tendance à tout vendre pour tirer le maximum de profit de l'exceptionnelle situation, peuvent se trouver dans des conditions précaires au démarrage de la campagne prochaine.

Il s'agira donc d'assurer à l'ensemble de la communauté de la zone, l'accès aux semences en constituant des stocks dans les banques de céréales déjà existantes dans les villages. Le mode de gestion de ce stock sera le même que celui des banques de céréales.

Sur la base des résultats de l'enquête de vulnérabilité PAM/SAP, une cartographie de la zone infestée ou affectée devrait être beaucoup plus précise. Sur la base de cette cartographie les zones ciblées feront l'objet d'une enquête plus fine afin de permettre une quantification des besoins des populations en semences. Ce travail de quantification des besoins en semences devrait être terminé au plus tard en janvier 2005 afin que les dispositions puissent être prises pour la campagne prochaine. Ce travail peut être fourni par la DNAMR avec l'appui d'un consultant national FAO. A la suite de ce travail un stock de semences sera constitué correspondant au besoin minimum de la communauté sans lequel il n'y aura pas de sécurité en semences.

2. Au niveau du cercle: le conseil de développement du cercle

L'unité d'intervention sera le cercle où il faut s'assurer que la campagne agricole 2005 compense les pertes de celle de 2004. Pour cela il faut optimiser les capacités de production de l'ensemble des cercles affectés par le péril acridien en développant les activités de contre-saison partout où les conditions peuvent le permettre.

Dans ces cercles il faut s'assurer de la disponibilité des intrants de manière à couvrir en partie les pertes de la saison principale en assurant aux populations concernées des sources de revenus additionnels à travers les cultures maraîchères. Une expression à cet effet des besoins en semences et leur mise en place très vite dans les deux mois à venir sera un atout dans la réussite de cette activité. Ce travail peut être confié aux ONG locales en place en partenariat avec l'administration locale afin d'être mise en œuvre de manière optimale.

Dans l'objectif d'assurer le maximum de production et d'une manière plus globale la disponibilité de certaines denrées alimentaires aux populations, les périmètres irrigués rizicoles dans les cercles affectés et non affectés pourraient être soutenus au travers d'actions de fourniture d'engrais, d'appui au fonctionnement des groupes motopompes d'irrigation. Cette appui pourrait porter prioritairement sur les périmètres des régions de Gao, Tombouctou, Mopti et Ségou.

Ce travail serait complété par des travaux de réfection des canaux d'irrigation qui seraient soutenus par des rations alimentaires de 'food for work'

3. Au niveau du village : la formation des brigades villageoises de lutte contre les ravageurs

Les séquelles, tant agricoles sur les récoltes et les stocks alimentaires que psychologiques sur les populations appauvries, de la crise actuelle, persisteront probablement pendant deux à trois ans, comme ce fut le cas lors de la dernière crise acridienne. Ces séquelles devront être correctement gérées de manière à ce que la crise soit endiguée et oubliée au plus vite. Dans cette perspective, un grand rôle sera désormais dévolu aux brigades villageoises non seulement dans la gestion de fin de crise, mais aussi en prévention de celle-ci. Ainsi, les anciennes brigades seront renforcées et de nouvelles créées afin de pallier toute action négative des criquets sur l'évolution de la prochaine campagne agricole. Pour cela, les brigades devront bénéficier d'une formation conséquente y compris sur les moyens de lutte traditionnels, soutenue par un matériel didactique adéquat et devront bénéficier d'un équipement approprié. Ce dispositif permettra en début d'hivernage prochain de détruire toutes pullulations larvaires avant la formation d'essaims ailés responsables des dégâts en zones des cultures. De plus le renforcement de ces brigades permettra une 'réappropriation de la crise' par les populations rurales et éviter les dérives vers un fatalisme latent.

Le présent rapport a été établi par S.Hebie, N. Beninati, J.A. Scaglia, et Mamadou Diouf, sous la responsabilité des secrétariats de la FAO et du PAM à partir d'informations provenant de sources officielles et officieuses. La situation pouvant évoluer rapidement, prière de s'adresser aux soussignés pour un complément d'informations le cas échéant.

*Henri Josserand
Chef, SMIAR, FAO
Télécopie: 0039-06-5705-4495
Mél: giew1@fao.org*

*Mustapha Darboe
Directeur régional, ODD, PAM
Télécopie:0022-1-84235632
Mé : Mustapha.Darboe@wfp.org*

Veillez noter qu'il est possible d'obtenir le présent Rapport spécial sur le site Internet de la FAO (www.fao.org) à l'adresse suivante: <http://www.fao.org/giew1/>

Il est également possible de recevoir automatiquement, par messagerie électronique, les Alertes spéciales et les Rapports spéciaux, dès leur publication, en souscrivant à la liste de distribution du SMIAR. À cette fin, veuillez envoyer un message électronique à l'adresse suivante: mailserv@mailserv.fao.org sans rien écrire dans la ligne "sujet" et en indiquant le message suivant:

subscribe SMIARAlertes-L

Pour être rayé de la liste, envoyer le message:

unsubscribe SMIARAlertes-L